

CONGO

LES DÉPÊCHES  
DE BRAZZAVILLE

200 FCFA

www.adiac-congo.com

N° 3409 - JEUDI 17 JANVIER 2019

RDC

# Denis Sassou N'Guesso prend part à une réunion d'urgence à Addis-Abeba

La Communauté des Etats d'Afrique australe (Sadc) et l'Union africaine (UA) organisent, ce jeudi 17 janvier, à Addis-Abeba (Ethiopie), une réunion d'urgence consacrée à la situation postélectorale en République démocratique du Congo (RDC) où les résultats de l'élection

présidentielle du 30 décembre publiés par la Céni sont contestés par le candidat de l'opposition, Martin Fayulu. Il a introduit un recours auprès de la Cour constitutionnelle et demande le recomptage des voix. Convoquée par le président en exercice de l'UA, Paul

Kagamé, la rencontre à laquelle prennent part les chefs d'Etat et de gouvernement parmi lesquels le président de la République du Congo, Denis Sassou N'Guesso, en sa qualité de président de la Cirgl, devra aboutir à une déclaration conjointe UA, Sadc et Cirgl sur le sujet. [Page 14](#)

AFRIQUE CENTRALE

## La BDEAC poursuit sa structuration

Le président de la Banque de développement des Etats de l'Afrique centrale (BDEAC), Fortunato Mbo Nchama, a annoncé, le 15 janvier à Brazzaville, la poursuite des réformes structurelles visant à améliorer les performances de cette institution bancaire.

« Les autres réformes vont suivre. L'idée consiste à ce que la BDEAC soit comme toutes les institutions bancaires similaires dans le monde et ne jamais être en recul par rapport aux autres », a déclaré Fortunato Mbo Nchama, à l'issue d'un conseil d'administration.

[Page 7](#)

SANTÉ PUBLIQUE AU CONGO

## La situation de la drépanocytose est préoccupante



Les participants à l'atelier de dépistage et de prise en charge de la drépanocytose

L'atelier qui se tient, du 16 au 17 janvier à Brazzaville, sur le dépistage et la prise en charge de la drépanocytose vise, entre autres, à renforcer la prévention primaire, réduire l'incidence de la maladie, la morbidité et la mortalité dues à cette pathologie chronique. La situation de la drépanocytose au Congo est préoccupante. « La maladie dans sa

forme partielle touche 25% de la population et deux enfants sur cent sont touchés dans sa forme totale », a indiqué la ministre de la Santé et de la population, Jacqueline Lydia Mikolo, à l'ouverture de l'atelier de renforcement des capacités des hôpitaux des districts sanitaires dans le dépistage et la prise en charge de la drépanocytose. [Page 3](#)

FEMMES LEADERS D'AFRIQUE

## Vers la mise en place du réseau du Congo



Des Femmes leaders du Congo manifestent leur adhésion au réseau

Sous l'impulsion de la représentante de l'Onu-Femmes, le réseau des Femmes leaders pour la transformation de l'Afrique, réuni en atelier à Brazzaville, va procéder à la mise en place de l'antenne du Congo.

Le réseau qui sera issu des assises de Brazzaville vise à renforcer le leadership féminin au Congo dans le cadre de la prévention et de la

gestion des conflits, l'autonomisation économique des femmes et leur participation dans toutes les sphères de prise de décision.

[Page 5](#)

**Éditorial**  
**Episode**

[Page 2](#)

## Editorial

## Episode

Si fallait une preuve que la Cour pénale internationale (CPI) est totalement décalée par rapport à la réalité et, de ce fait, incapable de faire correctement son travail dans le champ du droit, le calvaire subi ces dernières années par l'ancien président de la Côte d'Ivoire, Laurent Gbagbo, et par son fidèle allié, Charles Blé Goudé, est là pour l'apporter de façon accablante. Venant après celle de l'ancien vice-président de la République démocratique du Congo, Jean-Pierre Bemba, leur libération confirme ce que nous avons écrit ici même à maintes reprises, à savoir que la CPI n'est pas autre chose qu'une institution néocoloniale qui tente de perpétuer les injustices, pour ne pas dire les crimes, commis dans les siècles passés par les puissances extérieures au continent.

L'Histoire se chargera de dire qui a poussé, dans le secret cela va de soi, les procureurs de la Cour à lancer leurs attaques contre les dirigeants africains mais, ce qui est certain dès à présent est le fait que la CPI n'a plus aucune crédibilité sur le plan international quoi qu'en disent ceux qui la défendent mordicus. Faisant traîner en longueur et au-delà du raisonnable ses investigations, incapable d'apporter les preuves des crimes qu'elle avance ou invente, causant des blessures physiques et morales irréversibles aux accusés qu'elle fait emprisonner des années durant dans les geôles de La Haye, s'employant à détruire les familles qui entourent ceux qu'elle harcèle ainsi, la Cour projette de la justice dite internationale une image détestable. Et tout indique aujourd'hui qu'elle finira, sans doute plus vite qu'on ne le croit, par se détruire elle-même.

L'affaire Gbagbo a toutefois ceci d'utile, si l'on peut dire, qu'elle déclenchera dans les semaines à venir un processus à la fois d'investigation et de remise en ordre interne qui lui-même permettra de cerner précisément qui a gouverné en sous-main les dérives de la CPI. D'ores et déjà, en effet, remontent de ces profondeurs des bribes d'information qui donnent à penser que l'opération a été orchestrée dès 2011 par des personnes et des gouvernants qui ne voulaient pas du maintien de Laurent Gbagbo sur le territoire ivoirien. Et l'on peut être certain que les médias spécialisés dans la quête de la vérité vont maintenant s'employer à faire apparaître les véritables raisons de cette mise à l'écart.

L'affaire Gbagbo ne fait en réalité que commencer ! Voyons donc quel en sera le prochain épisode.

Les Dépêches de Brazzaville

## COOPÉRATION

## Le Congo et la Chine prennent un nouvel élan

Le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, a reçu en audience, le 16 janvier à Brazzaville, l'ambassadeur de Chine au Congo, Ma Fulin, avec en toile de fond la coopération entre les deux pays.

Ma Fulin a porté le message du président chinois, Xi Jinping, à son homologue congolais dans le cadre des relations d'amitié entre les deux pays, vieilles de cinquante-cinq ans. « J'ai transmis les salutations et les meilleurs vœux du président chinois, Xi Jinping, et son épouse à monsieur le président Denis Sassou N'Guesso et son épouse. Nous avons échangé sur les rapports de coopération entre nos deux pays. Le Congo est un partenaire stratégique pour la Chine. Nous devons faire plus dans le cadre de la mise en œuvre des acquis du dernier sommet Chine-Afrique », a fait savoir, de façon laconique, le diplomate chinois à sa sortie d'audience.

Le dernier développement de l'actualité en République démocratique du Congo a été également au menu de cette ren-

contre. « Il m'a dit que le Congo se trouve dans une sous-région où la situation sécuritaire n'est pas tellement souhaitable mais, grâce à la direction du président Sassou et du gouvernement congolais, le Congo a pu garder la stabilité et la paix », a rapporté l'ambassadeur de Chine, dont la visite chez le chef de l'Etat congolais a été une fois de plus l'occasion de raffermir davantage les liens d'amitié, de solidarité et de coopération entre les deux Etats.

En effet, la présence de la Chine au Congo s'est renforcée et surtout diversifiée ces dernières années. Discrète avant les années 2000, la présence chinoise s'est intensifiée avec l'accord de partenariat stratégique bilatéral de juin 2006, qui prévoyait notamment la réalisation de nombreux ouvrages dans tous

les domaines (transports, fibre optique, complexes hydroélectriques, traitement d'eau, logements, bâtiments publics, stades, etc.). Assorti de prêts bonifiés et de dons, cet accord a été renouvelé lors de la visite du président chinois, Xi Jinping, à Brazzaville, en mars 2013.

À la suite de la tournée du chef de l'Etat congolais en Chine, en juillet 2016, les deux partenaires ont validé la réalisation d'une douzaine de nouveaux projets, dont la construction d'un centre de maintenance aéronautique, d'un port minéralier et de la zone économique spéciale de Pointe-Noire. Pékin devrait, par ailleurs, appuyer le Congo pour la réhabilitation du Chemin de fer Congo-Océan et la construction de la cité de Ngamakosso, au nord-ouest de Brazzaville.

Josiane Mambou Loukoula

## FIBRE OPTIQUE

## La Likouala bientôt connectée au réseau

Les techniciens chargés d'implanter la technologie en matière d'accès à internet à travers le territoire national sont déjà à pied d'œuvre à Impfondo, chef-lieu du département.

Le directeur de cabinet du ministre des Postes, des télécommunications et de l'économie numérique, Franck Siolo, affirmé, en marge de la cérémonie de lancement du guichet unique de dédouanement d'Impfondo, le 14 janvier, que le département de la Likouala sera sous peu connecté au réseau de la fibre optique.

« Ce qu'il faut retenir aujourd'hui, c'est l'engagement du gouvernement à pouvoir tout dématérialiser, y compris les opérations financières. Pour cela, il faut un signal de qualité. Seulement, nous n'avons pas à nous inquiéter pour ce qui concerne

l'avenir, sur la connexion internet dans la Likouala », a-t-il déclaré.

Notons qu'outre le projet de couverture nationale, il existe le projet d'interconnexion sous-régionale Central Africa Backbone dont la première phase a produit ses fruits avec l'interconnexion du Congo au Gabon. Cette année, le cap est mis sur les interconnexions avec le Cameroun, dont les travaux sont lancés, et avec la Centrafrique, où il sera question d'une fibre optique sous-fluviale dans le lit de la Sangha. « À travers ce mécanisme, nous aurons une redondance grâce à

notre signal interne et un autre qui viendra du lien d'interconnexion », a relevé le directeur de cabinet du ministre des Postes, des télécommunications et de l'économie numérique.

Rassuré de la qualité du signal actuel, le directeur général de la Banque postale du Congo, Calixte Médard Tabangoli, a expliqué : « Nous avons mis en avant la qualité du signal pour que le guichet automatique soit opérationnel à toute heure car, autrement, on n'aurait pas érigé un tel bâtiment ».

Lopelle Mboussa Gassia

## LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)  
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

## DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse  
Secrétariat : Raïssa Angombo

## RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama  
Assistante : Leslie Kanga  
Photothèque : Sandra Ignamout

## Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo  
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara  
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

## RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Directeur en chef : Guy-Gervais Kitina,  
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion  
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko  
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé  
Service Économie : Quentin Loubou (chef de service), Fiacre Kombo, Lopelle Mboussa Gassia  
Service International : Nestor N'Gampoula

(chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys  
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika  
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya  
ÉDITION DU SAMEDI : Quentin Loubou (Coordination), Durlly Emilia Gankama

## RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono  
Lucie Prisca Condhét N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara  
Commercial : Mélaïne Eta  
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).  
Tél. (+242) 06 963 31 34

## RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault  
Chef d'agence : Nana Londole  
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali  
Coordonnateur : Alain Diasso  
Économie : Laurent Essolomwa,  
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi  
Culture : Nioni Masela  
Sports : Martin Enyimo  
Comptabilité et administration : Lukombo  
Caisse : Blandine Kapinga  
Distribution et vente : Jean Lesly Goga  
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa

Gombé/Kinshasa - RDC -  
Tél. (+243) 015 166 200

## MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)  
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

## INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle  
Adjoint à la direction : Christian Balende  
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndingui.

## ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault  
Secrétariat : Armelle Mounzeo  
Chef de service : Abira Kiobi  
Suivi des fournisseurs : Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso  
Personnel et paie : Stocks : Arcade Bikondi  
Caisse principale : Sorrelle Oba

## PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordonnatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga  
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna  
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré  
Commercial Brazzaville : Erhiade Gankama  
Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto  
Chef de service diffusion de Brazzaville : Guylin Ngossima

Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Maouakani  
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubelé Ngonu

## TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

## INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila  
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi  
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo  
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

## DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué  
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou  
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse  
Assistante : Marlaine Angombo

## IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo  
Chef de service préresse : Eudes Banzouzi  
Gestion des stocks : Elvy Bombete  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo  
Tél. : (+242) 05 629 1317  
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

## INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate  
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

## LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault  
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

## GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault  
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.  
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

## ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale  
www.lesdepechesdebrazzaville.com  
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo /  
Tél. : 06 700 09 00 /  
Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr  
Président : Jean-Paul Pigasse  
Directrice générale : Bénédicte de Capèle  
Secrétaire général : Ange Pongault

## SANTÉ PUBLIQUE

# Les districts sanitaires renforcent leurs capacités de prise en charge de la drépanocytose

L'atelier ouvert à Brazzaville, le 16 janvier, sur le dépistage et la prise en charge de la maladie vise, entre autres, à renforcer la prévention primaire, réduire l'incidence, la morbidité et la mortalité dues à cette pathologie chronique.

La situation de la drépanocytose au Congo est préoccupante. « La maladie dans sa forme partielle touche 25% de la population et deux enfants sur cent sont touchés dans sa forme totale », a indiqué la ministre de la Santé et de la population, Jacqueline Lydia Mikolo, à l'ouverture de l'atelier de renforcement des capacités des hôpitaux des districts sanitaires dans le dépistage et la prise en charge de la drépanocytose. Les estimations, a-t-elle poursuivi, soulignent que plus de cinquante mille personnes

(enfants et adultes) vivent sous la forme totale de cette maladie génétique. Une forme très symptomatique avec un risque élevé de mortalité durant la période infantile.

L'Organisation mondiale de la santé (OMS), qui appuie le Congo dans le processus de dépistage et de prise en charge, propose un ensemble d'interventions de santé publique. « Il s'agit d'améliorer l'accessibilité et la qualité des soins, de renforcer les services cliniques, de laboratoire, de diagnostic et d'imagerie médicale afin de les



Les participants à l'atelier/Adia

**« Il s'agit d'améliorer l'accessibilité et la qualité des soins, de renforcer les services cliniques, de laboratoire, de diagnostic et d'imagerie médicale afin de les rendre efficaces et adaptés aux différents niveaux de système de santé, de promouvoir l'éducation et conseils génétiques pour le dépistage précoce en période néonatale notamment, de constituer des groupes de soutien aux patients, de renforcer le plaidoyer et le développement de la recherche »**

rendre efficaces et adaptés aux différents niveaux de système de santé, de promouvoir l'éducation et conseils génétiques pour le dépistage précoce en période néonatale notamment, de constituer des groupes de soutien aux patients, de renforcer le plaidoyer et le développement de la recherche »,

a expliqué le représentant de l'OMS dans le pays, Jean Baptiste Nikiema.

Les travaux de cet atelier prendront fin ce 17 janvier. Ce jour, les techniciens supérieurs et médecins passeront à la pratique, selon le directeur du Centre national de référence de la drépanocytose Antoinette-Sassou-N'Guesso, le

Pr Elira Dokékias. Ce centre, rappelons-le, est un établissement spécialisé dans la recherche, le dépistage, la prise en charge, le suivi et l'accompagnement médico-psychologique des patients drépanocytaires homozygotes des hémophilies et d'autres maladies rares du sang.

**Rominique Makaya**

## COOPÉRATION

## L'UE veut faire de Nkayi et Owando des villes résilientes

Le chef de la délégation de l'Union européenne au Congo, Raul Mateus Paula, a annoncé la mise en œuvre de son projet en faveur des deux localités, y compris bien d'autres, le 16 janvier à Brazzaville, au ministre de la Construction, de l'urbanisme et de l'habitat, Josué Rodrigue Nguonimba.

Arrivé au Congo il y a peu, l'ambassadeur de l'Union européenne (UE) a rencontré le ministre de la Construction, de l'urbanisme et de l'habitat, dans le cadre d'une visite de courtoisie. Raul Mateus Paula a profité de l'occasion pour faire le point au ministre Josué Rodrigue Nguonimba de quelques projets structurants en cours et en vue, touchant son département ministériel et financés par l'UE.

Au nombre des projets débattus, figure en bonne place celui visant à faire d'Owando, chef-lieu du département de la Cuvette, et de Nkayi, dans le département de la Bouenza, des villes résilientes. Un concept qui sous-entend une ville à la fois souple et résistante, ouverte aux changements et aux influences positives, portant essentiellement sur l'assainissement et la construction des infrastructures.

« Nous avons parlé du projet visant à faire de Nkayi et Owando des villes rési-



Josué Rodrigue Nguonimba (au centre) s'entretenant avec la délégation de l'UE, le 16 janvier/Adiac

Fonds européen de développement, vont démarrer en 2019 », a précisé le diplomate européen.

Dans leurs échanges, le ministre Josué Rodrigue Nguo-

nimba et son interlocuteur ont aussi parlé du schéma directeur de l'urbanisation des villes de Brazzaville et Pointe-Noire. Un projet déjà en cours pour lequel l'UE va

s'investir pleinement aux côtés d'autres partenaires afin de garantir sa réussite.

Dans la foulée, les deux interlocuteurs ont aussi évoqué la mise en œuvre du projet de construction du port de pêche à Pointe-Noire, lequel intègre le volet gouvernance. Toujours dans la ville océane, le diplomate européen et son hôte ont parlé d'un autre projet sur l'habitat, qui devrait entrer dans sa phase opérationnelle très bientôt. L'UE prévoit également la mise en œuvre de plusieurs projets, dont celui portant appui à la société civile congolaise.

Bien qu'arrivé récemment au Congo, Raul Mateus Paula s'est réjoui de la qualité des relations de coopération entre le Congo et son institution. « D'une manière transversale, la coopération Congo-Union européenne se porte bien. Nous sommes dans une phase de relance et j'en suis très heureux », a-t-il conclu.

**Firmin Oyé**



## FEMMES LEADERS AFRICAINES

## Vers la mise en place de l'antenne du Congo

La structure sera mise en place à l'issue des travaux du réseau des femmes leaders pour la transformation de l'Afrique, organisés du 16 au 17 janvier à Brazzaville, sur le thème « Le leadership féminin et la gouvernance multisectorielle », au Centre international de conférence de Kintélé.

Le réseau sert de plate-forme d'action fondée sur le développement et la promotion de la femme congolaise, à travers la constitution et l'exploitation d'une base de données sur la situation de la femme. Il permet aux femmes congolaises de prouver leurs compétences dans leur domaine d'action.

La cérémonie a été ouverte par le vice-Premier ministre chargé de la Fonction publique, Firmin Ayessa, en présence des membres du gouvernement; de la représentante de l'ONU-Femmes, Awa Ndiaye Seck; de l'envoyée spéciale de la représentante de l'Union africaine pour les questions de paix et de sécurité, Binta Ndiaye; de l'ambassadeur de la République fédérale d'Allemagne au Congo, Klaus Peter Schick; et autres responsables.

Le Congo est le cinquième pays d'Afrique à avoir lancé ce réseau de femmes leaders. Le pays a réuni plusieurs femmes dynamiques, notamment de la République démocratique du Congo, de Côte-d'Ivoire; du Maroc, du Rwanda et du Royaume-Uni.

Les Congolaises ont été édifiées sur la genèse du réseau des femmes leaders pour la transformation de l'Afrique, le but du réseau, les défis à relever, l'appui de la République fédérale d'Allemagne, du gouvernement congolais avec l'engagement du président de la République, Denis Sassou N'Guesso, à leur égard.

de son pays avant de les inviter au travail pour bénéficier d'une loi portant sur la sécurité en Afrique.

La représentante de l'ONU-Femmes, Awa Ndiaye Seck, a loué l'engouement des Congolaises pour le réseau. Selon elle, le premier critère est l'exclusivité car, le réseau vise le leadership des Africaines pour la

ment sur la stabilité et le développement de l'Afrique en général et du Congo en particulier. « L'Afrique ne peut pas voler d'une seule aile, les femmes se sont engagées car; elles ont des domaines prioritaires. Elles doivent militer dans les domaines de la sécurité, la communauté rurale; accéder aux finances dans la construction des routes et infrastructures et bien d'autres, parce que sans elles, il n'y a pas de paix », a-t-elle déclaré.

La ministre de la Promotion de la femme et de l'intégration de la femme au développement, Ines Nefer Ingani, a, pour sa part, expliqué le rôle du réseau qui vise à promouvoir la solidarité, l'éducation de la jeune fille, l'autonomisation économique des femmes et leur participation politique dans toutes les sphères de prise de décision, renforcer le leadership féminin au service de la prévention de la gestion des conflits. « Toutes ces actions sont fondées sur l'aspiration 6 de l'Agenda 2063. L'Afrique que nous voulons envisage une Afrique centrée sur les peuples où la parité complète

hommes-femmes est réalisée. Les femmes sont autonomes et jouent de plein droit leur rôle dans toutes les sphères de la vie », a-t-elle dit.

Par ailleurs, le vice-Premier ministre, Firmin Ayessa, a exhorté les femmes, dans son allocution d'ouverture, à une lutte objective. « Votre contribution au progrès et à la prospérité de notre continent est si nécessaire et si déterminante que l'on ne peut résister à la tentation de vous exhorter à vous engager pleinement dans le juste combat d'édification d'une belle Afrique, afin que, grâce à votre généreux leadership, triomphent dans chacun de nos pays, la bonne gouvernance, la paix et l'atomisation économique », a indiqué Firmin Ayessa.

Notons que le lancement officiel du réseau des femmes a connu une mobilisation importante avec la présentation des slams sur la femme; d'un chant dont la ministre de la Promotion de la femme est l'auteure compositrice, ainsi que des danses traditionnelles.

**Lydie Gisèle Oko**

**« L'Afrique ne peut pas voler d'une seule aile, les femmes se sont engagées car, elles ont des domaines prioritaires. Elles doivent militer dans les domaines de la sécurité, la communauté rurale; accéder aux finances dans la construction des routes et infrastructures et bien d'autres, parce que sans elles, il n'y a pas de paix »**

L'ambassadeur de la République fédérale d'Allemagne au Congo, Klaus Peter Schick, a expliqué que le réseau des femmes leaders pour la transformation de l'Afrique est né de l'initiative du forum de New York organisé en 2017.

Le forum avait rassemblé les femmes leaders de tous les secteurs d'activité. Il a assuré les femmes de l'appui

paix.

A son tour, l'envoyée spéciale de l'Union africaine pour les questions de paix et de sécurité, Binta Ndiaye, a comparé la mobilisation des femmes congolaises à une armée de transformation pour amener au développement.

Les questions qui seront abordées, a-t-elle expliqué, porteront notam-

## CONSEIL CONSULTATIF DES PERSONNES VIVANT AVEC HANDICAP

Jean De Dieu Goma nommé secrétaire exécutif permanent

**Le président de l'Union nationale des associations des personnes handicapées du Congo a été nommé par décret présidentiel n°2019-12 du 14 janvier 2019.**

Outre le secrétaire exécutif permanent, le président de la République a nommé par décret n°2019-11 du 14 janvier 2019, les autres membres du Conseil consultatif des personnes vivant avec handicap (CCPVH). En effet, ils sont au total cent trois dont soixante-quatre ont une voix élective et les autres issus des différents ministères et organes étatiques ont une voix consultative. A la différence d'autres institutions constitutionnelles, les membres à voix élective ont été sélectionnés après des élections catégorielles.

Conformément à la loi organique déterminant l'organisation, la composition et le fonctionnement du CCPVH, les membres qui peuvent être élus au sein du secrétariat exécutif permanent doivent dûment être mandatés. Notons que cette institution a deux missions essentielles : émettre des avis et faire des suggestions au gouvernement pour une meilleure prise en compte des personnes issues de cette catégorie sociale.

**P.W.D.**

## DÉPARTEMENT DU POOL

## Hope Congo s'attelle à réhabiliter l'école primaire de Voula

Le coordonnateur de l'association, Gildas Mayela, a annoncé le 16 janvier, lors de la réception de la contribution de l'Eglise évangélique du Congo (EEC), que les travaux de réhabilitation de l'établissement scolaire, dans la sous-préfecture de Kinkala, démarrent sous peu.

L'opération de collecte de fonds lancée en novembre dernier par l'association Hope Congo, à travers la première édition du téléthon sur le Pool, n'avait pas comblé les attentes des organisateurs. En effet, sur les trois cents millions FCFA espérés, la collecte a donné 6 140 650 FCFA après plus d'un mois d'opération. Sans se désespérer, Hope Congo espérait sur des urnes non dépouillées dont celle placée à l'ECC. Le 16 janvier, le vice-président de cette confession religieuse, le pasteur Guy Loko Elenga, a remis à Gildas Mayela une enveloppe de 1 262 375 FCFA, en présence de l'huissier de justice, Me Richard Mabika.

« Après le lancement de l'opération le 6 décembre à la paroisse du Plateau-centre à Brazzaville, le président de l'EEC avait demandé à tous nos consistoires allant de Ouesso à Pointe-Noire en passant par Owando, Brazzaville, Nkayi et Dolisie d'y participer. Pour notre église, ce n'est pas nouveau parce que depuis des années, nous menons des activités dans ce département. Donc, l'appel de Hope Congo est une continuité de nos actions dans cette partie du pays », a expliqué le pasteur Guy Loko Elenga. Réceptionnant cette enveloppe,



Un bâtiment de l'école primaire de Voula

le coordonnateur de Hope Congo s'est félicité de la contribution de l'EEC qui a réagi, selon lui, au quart de tour. « Lancer une quête, bénéficier de la confiance des gens n'est pas une mince affaire. Mais nous avons bénéficié de la confiance de l'EEC, nous ne vous décevrons jamais. Nous sommes sur le terrain du Pool depuis près d'une semaine pour quadriller les zones des travaux et nous commencerons par Voula. Nous avons reçu les félicitations de quasiment tout le peuple congolais mais, ce n'est

pas tout le monde qui a contribué », a-t-il rappelé, précisant que l'objectif au départ était de réhabiliter cinq écoles et équiper trois hôpitaux dans le Pool.

Notons que l'huissier de justice a procédé également à cette occasion au dépouillement de l'urne placée à la direction de la fiscalité des grandes entreprises où la moisson n'a pas été bonne : 43 175 FCFA seulement sont déposés. Avec cette somme, l'opération « Une pièce de 100 Frs suffira » a permis de collecter au total 7 446 200 FCFA. « Nous avons eu six millions et avec la contribution

de l'EEC, nous sommes à plus de sept millions FCFA. Avec cet argent, nous pourrions doré et déjà réhabiliter une école. C'est vrai, il y aura d'autres choses à ajouter mais, cela me rappelle aussi l'histoire des cinq pains et des trois poissons. Nourrir près de sept mille personnes avec cinq pains et trois poissons sans un miracle, ce n'est pas possible. Nous aussi en sommes sûrs qu'il y aura le miracle qui nous permettra de réhabiliter Voula et faire d'autres actions », espère Gildas Mayela.

**Parfait Wilfried Douniama**



# Po na yo !

## Le contrôle total de tes services

- Un seul code pour activer ou désactiver tes services **\*124#**
- Accède sur ton mobile à l'historique de ta consommation de crédit via **\*125\*5#**  
***everywhere you go***

[mtncongo.net](http://mtncongo.net)



## MAURITANIE

## Pas de troisième mandat pour Mohamed ould Abdel Aziz

Le président mauritanien s'est opposé à toute démarche visant la révision de la Constitution, renonçant ainsi à briguer un nouveau mandat.



L'initiative viendrait des parlementaires du parti au pouvoir et de ses soutiens. Elle visait à modifier la Constitution pour permettre au président sortant de postuler à un troisième mandat à la tête du pays. Mais Mohamed ould Abdel Aziz a réagi, en demandant à ses soutiens, dans un communiqué rendu public par la présidence de la République, de mettre fin à toutes les ten-

tatives visant la révision de la Constitution.

Face à l'initiative de ses multiples appuis, « Son excellence le président de la République rappelle sa position constante qu'il avait déclinée dans de nombreuses occasions, en l'occurrence sa détermination à respecter la Constitution du pays et son rejet de tout amendement constitutionnel portant atteinte aux articles 26, 28 et 99 de la Constitution », peut-on lire dans le communiqué de la présidence.

Ainsi, « Son excellence le président de la République appelle à mettre fin à toutes les initiatives relatives à la révision des articles de la Constitution susmentionnés », ajoute le communiqué. On attend donc qu'il désigne son dauphin, en laissant au peuple de faire un choix souverain pour désigner le futur président du pays.

Noël N'dong

« Son excellence le président de la République appelle à mettre fin à toutes les initiatives relatives à la révision des articles de la Constitution susmentionnés »

## IMPRIMERIE DU BASSIN DU CONGO

Un outil industriel performant rapide.

OFFSET NUMÉRIQUE SÉRIGRAPHIE PELLICULAGE DOS CARRÉ COLLÉ CONCEPTION GRAPHIQUE





### UNE LARGE GAMME DE PRODUITS



Journaux



Magazines



Cartes de visite



Dépliants



Livres



Calendriers



Flyers, Affiches

#### PRESSE

Quotidiens  
Hebdomadaires  
Mensuels  
Numéros spéciaux...

#### OFFSET

Chemises à rabat  
Magazines  
Livres  
Dépliants  
Documents administratifs  
Calendriers  
Flyers  
Affiches  
Divers

+242 06 951 0773  
+242 05 629 1317  
imp.bc@adiac-congo.com

B4, boulevard Denis-Sassou-N'Gessou  
Brazzaville - République du Congo

## BDEAC

## Réformer pour améliorer les performances de l'institution

Le président de la Banque de développement des Etats de l'Afrique centrale (BDEAC), Fortunato Mbo Nchama, a annoncé, le 15 janvier à Brazzaville, la poursuite du processus des réformes visant à améliorer les performances de l'institution.

« On ne peut pas dire qu'on a réformé puis c'est terminé. Les autres réformes vont suivre. L'idée consiste à ce que la BDEAC soit comme les autres institutions similaires dans le monde et ne jamais être en recul par rapport aux autres », a déclaré Fortunato Mbo Nchama, à l'issue d'un conseil d'administration.

Le président de la BDEAC a précisé que l'assemblée générale qui se tient le 16 janvier, dans la capitale congolaise, constitue la dernière étape pour l'adoption des réformes qui concernent les textes fondamentaux de l'institution, ainsi que sa politique et d'autres cadres.

Les réformes de la BDEAC sont issues des réunions précédentes et du sommet des chefs d'Etat de la Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale (Cémac) tenu l'année dernière à N'Djamena, au Tchad. La mise en œuvre de ces décisions, dont certaines touchent les statuts de la banque, devrait permettre de redynamiser l'institution communautaire qui a traversé une zone de turbulence, il y a quelques années.

Selon Fortunato Mbo Nchama, « la progression de la BDEAC est positive, c'est encourageant ». Le conseil d'administration de la BDEAC a réuni les représentants des six pays de la Cémac, à savoir la République du Congo, le Cameroun, le Gabon, le Tchad, la Guinée équatoriale et la République centrafricaine, ainsi que des actionnaires dont la France et le Maroc.

Christian Brice Elion

## AGRICULTURE

## Le Mali reste le premier producteur de coton en Afrique

Avec une production de sept cent cinquante mille tonnes pour la campagne 2018-2019, en hausse de vingt mille tonnes par rapport à la campagne 2017-2018, le pays conserve sa place de n°1 du secteur devant le Burkina Faso.

Le Mali conforte sa position de leader dans la production du coton devant le Burkina Faso pour la deuxième année consécutive. Malgré tout, la vigilance reste de mise concernant les difficultés majeures des producteurs de coton au Mali : la pluviométrie (trop faible ou trop dense) et la destruction des cultures par les chenilles légionnaires.

Dans un communiqué daté du 10 décembre 2018, le Fonds monétaire international note le redressement économique du Mali, en dépit des problèmes sécuritaires. Le produit intérieur brut « doit progresser de 4,9% en 2018 grâce aux productions de céréales, de coton et d'or qui ont compensé le ralentissement observé dans les secteurs secondaire et tertiaire », écrit le Fonds monétaire international.

N.N'd.

## PÉTROLE

## Deux pays africains dans le top 10

La Libye et le Nigeria figurent parmi les dix pays disposant des plus grandes réserves pétrolières du monde, d'après une étude sur les réserves des grands producteurs de pétrole dans le monde, publiée dans le journal "L'Economique" d'Arabie saoudite.

Les volumes de pétrole récupérables dans des gisements exploités ou pouvant l'être au vu des critères techniques et économiques actuels ont été estimés à 1,48 trillion de barils à fin 2017. Dans le Top 10 des plus grandes réserves pétrolières du monde, on compte deux pays africains. La Libye dispose des premières réserves prouvées du continent africain avec un volume estimé à 48,4 milliards de barils, ce qui la positionne au 8e rang mondial en pesant 3,3% des réserves prouvées du monde. Le Nigeria, quant à lui, est le premier producteur de pétrole du continent, avec des réserves évaluées à 37,5 milliards de barils, soit 2,55% des réserves mondiales. L'Algérie se positionne au 15e rang des réserves mondiales de pétrole avec 12,2 milliards de barils (0,8% des réserves), devant l'Angola qui se retrouve au 16e rang avec des réserves de 8,4 milliards de barils, (0,6%).

### Classement du top 10

1er-Venezuela : 302,8 milliards de baril (24,4%); 2e- Arabie saoudite : 268,5 milliards de barils (18,1%); 3e- Iran : 155,6 milliards de barils (10,5%); 4e- Irak : 147,2 milliards de barils (9,9%); 5e- Koweït : 101,5 milliards de barils (6,8%); 6e- Emirats arabes unis : 97,8 milliards de barils (6,8%); 7e- Russie : 80 milliards de barils; 8e- Libye : 48,4 milliards de barils (3,3%); 9e- Nigeria : 37,5 milliards de barils (2,55%); 10e-Etats-Unis.

Toutefois, il existe de nombreux types de pétrole dont le coût d'extraction varie fortement. Il n'y a donc pas de relation directe entre le volume des réserves et le niveau de production. Ainsi, le Venezuela, qui détient les premières réserves pétrolières du monde, n'est que le 10e producteur mondial de pétrole du fait que l'extraction de son pétrole non conventionnel (huiles extra-lourdes) est beaucoup plus coûteuse que celle du pétrole brut conventionnel extrait en Arabie saoudite et dans d'autres pays.

L'étude ne tient pas compte des réserves du Canada contenues dans les sables bitumeux, d'une exploitation coûteuse et très complexe estimée à 172,2 milliards de barils de pétrole.

Noël N'dong

## AFRIQUE

## Retour triomphal des Russes

Les récentes activités de la Fédération de Russie au Soudan et en Centrafrique font l'objet de nombreuses interrogations. Parallèlement au renouvellement des relations économiques, des hommes d'affaires russes sont actifs dans le secteur de la sécurité. Ce qui donne à penser que la Russie est de retour sur le continent.

Moscou a noué des relations officielles en matière de sécurité avec Bangui, un pays en proie à des troubles d'ordre sécuritaire et soutenu par l'ONU. C'est également le cas au Soudan. Mais la Russie a tendance à minimiser sa nouvelle influence en Afrique. L'ex-Union soviétique a été un acteur important sur le continent africain, jusqu'à ce que son poids économique et politique diminue avec la fin de la guerre froide. Aujourd'hui, ce pays «cherche à rétablir et à renfor-

venant de plusieurs pays africains, notamment l'Angola, le Burkina Faso, le Cameroun, la Guinée équatoriale, le Ghana, le Mali, le Nigeria, le Soudan et le Soudan du Sud. Il s'agit des hélicoptères de transport et de combat, d'avions de combat et de systèmes de missiles sol-air. Les commandes ou les livraisons portent sur des équipements d'occasion, restaurés, bon marché par rapport à ceux des fournisseurs occidentaux mais, assez robustes et fiables, ce qui

russe) a ouvert un bureau au Mozambique, où il a deux concessions d'exploitation de gaz off-shore. Selon Paul Stronski, chercheur à la Fondation Carnegie pour la paix internationale (États-Unis), la Russie a plusieurs avantages à coopérer avec les pays africains riches en ressources naturelles, compte tenu du coût élevé et de la complexité de «l'extraction de minerais, de pétrole, de gaz, etc., dans certaines parties de la Sibérie ou de l'Arctique».

Ainsi, en 2018, Moscou a signé des accords avec l'Angola, la Namibie, le Mozambique, le Zimbabwe et l'Éthiopie, pour renforcer ses relations économiques avec ces pays, et conclu un accord avec l'Érythrée pour la construction d'un centre commercial. D'autres économies émergentes comme la Chine, l'Inde et l'Indonésie ont aussi accru leurs échanges commerciaux avec l'Afrique durant ces dernières années. La Russie a donc intérêt à se positionner sur le commerce mondial en renforçant ses relations avec l'Afrique. Pour Paul Stronski, «dans des pays comme la République centrafricaine- où la France est traditionnellement la puissance la plus influente -, sa présence est la preuve que la Russie peut agir dans des domaines que l'Occident considère comme sa sphère à lui».

N.N'd.

**«Dans des pays comme la République centrafricaine- où la France est traditionnellement la puissance la plus influente -, sa présence est la preuve que la Russie peut agir dans des domaines que l'Occident considère comme sa sphère à lui».**

cer sa présence sur le continent africain», selon Inna Andronova, de l'École supérieure d'économie de Moscou.

Les exportations d'armes sont l'un des domaines d'intervention de la Russie en Afrique. L'Algérie est son plus gros client sur le continent, selon des données de l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (Sipri). L'Égypte est également un important client. D'après les données du Sipri sur les exportations d'armes, en 2016-2017, la Russie a reçu ou livré des commandes pro-

peut les rendre attractifs pour les pays Africains.

Moscou a également des ambitions économiques en Afrique, précisément des minéraux (manganèse, bauxite et chrome) importants pour son industrie. Rusal, une société russe de production d'aluminium, importe un quart de sa bauxite à partir des mines de la Guinée. La Russie s'intéresse également aux diamants. Alrosa, sa compagnie nationale d'extraction de diamants, a signé un accord avec l'Angola en 2017.

Rosnet (une société pétrolière



www.adiac.tv

## Toute l'actualité Du Bassin du Congo EN VIDÉO



AGENCE D'INFORMATION  
D'AFRIQUE CENTRALE

LES DÉPÊCHES  
DE BRAZZAVILLE

LE COURRIER  
DE KINSHASA

+336 11 40 40 56

info@adiac.tv

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso  
Brazzaville - République du Congo



## INTÉGRATION RÉGIONALE

# Le Sénégal abrite la troisième Conférence internationale sur l'émergence de l'Afrique

Prévue du 17 au 19 janvier au Centre international de conférence Abdou-Diouf de Diamniadio, la rencontre sera placée sous la présidence du chef de l'Etat sénégalais, Macky Sall, et connaîtra la participation de plusieurs chefs d'institutions internationales, d'entreprises, des universitaires et experts.

La troisième édition de la Conférence internationale sur l'émergence de l'Afrique (CIEA-III) est organisée conjointement par le gouvernement du Sénégal et le Programme des Nations unies pour le développement, en partenariat avec la Banque mondiale et la Banque africaine de développement. Elle portera sur le thème central « Emergence, secteur privé et inclusivité ».

Le débat sera focalisé sur l'engagement du secteur privé national, dans le cadre d'un dialogue et partenariat public-privé fécond, comme condition nécessaire pour la réussite de la mise en œuvre des plans d'émergence africains. Dans cette perspective, il traitera aussi des modalités pour rendre cette émergence plus inclusive et s'assurer qu'elle valorise les opportunités économiques des territoires.

A cet effet, les discussions seront orientées autour des

sous-thèmes suivants : le développement des champions nationaux pour accélérer la transformation structurelle ; les attentes à l'égard du secteur privé, de l'Etat et des autres acteurs pour une croissance inclusive ; les partenariats publics-privés pour la valorisation des potentialités des territoires.

L'objectif général de la CIEA-III vise à approfondir le débat sur la puissance de la croissance et l'inclusivité dans les plans d'émergence en Afrique, à travers notamment un meilleur positionnement du secteur privé soutenu par de solides partenariats avec l'Etat pour favoriser une croissance forte, résiliente et inclusive.

Ainsi, au sortir de la morosité économique et des crises successives de ces dernières années, l'économie du continent africain est marquée,



Le chef de l'Etat sénégalais, Macky Sall

depuis 2017, par une accélération de sa dynamique de croissance. Outre les effets d'une conjoncture internationale favorable, d'une demande intérieure plus soutenue et de la hausse de la production agricole, la mise en œuvre concomitante des plans d'émergence au niveau des nations commence fortement à porter ses fruits.

Ce regain de croissance laisse la place à un optimisme quant à la réalisation des changements nécessaires pour enclencher le modèle de transformation structurelle voulu par les pays aspirant à une émergence économique. Ce modèle de décollage économique qui se veut également source d'une mutation sociale vise une nette améliora-

tion des niveaux de vie de la population et une réduction considérable des inégalités et du chômage.

C'est dans ce cadre d'action que la CIEA a été instituée. Elle a pour principal objet d'accompagner cette dynamique, en se fondant sur une mutualisation des expertises et bonnes pratiques en la matière et en initiant des débats stratégiques pour une mise en œuvre optimale des plans d'émergence.

Les deux premières éditions de la CIEA, tenues respectivement en 2015 puis en 2017 à Abidjan, en Côte d'Ivoire, avaient été l'occasion pour les dirigeants des pays africains et les experts des nations d'analyser différentes trajectoires d'émergence et d'approfondir les problématiques autour des thématiques retenues.

Yvette Rei ne Nzaba



**LIBRAIRIE**  
LES MANGUIERS

Un **Espace de Vente:**

Une sélection unique de la **LITTÉRATURE CLASSIQUE** (africaine, française et italienne)

**Des :** Essais, Bandes dessinées, Philosophie, etc.



Un **Espace culturel** Pour vos **Manifestations :**

Présentation d'ouvrages, Conférence-débat, Dédicace  
Emission Télévisée, Ateliers de lecture et d'écriture.



Les Dépêches de Brazzaville 84 Boulevard Denis Sassou N'Guesso  
immeuble les manguiers (Mpila) Brazzaville République du Congo

**Ouvert**

DU LUNDI AU VENDREDI 9 h - 17 h  
SAMEDI 9 h - 13 h



## AFRIQUE SUBSAHARIENNE

## Les perspectives 2019 divisent les agences de notation

Mise à part la croissance, Standard and Poor's et Moody's ont affiché, dans leurs récentes publications, des opinions divergentes quant au profil emprunteur des pays qu'elles suivent dans la région.

Moody's estime que les perspectives sur la note des pays qu'elle suit sont négatives, en raison de la persistance des défis fiscaux et externes, même s'il est noté un très léger relâchement des pressions sur la dette. Standard and Poor's (S&P), pour sa part, n'affiche aucune perspective négative pour les pays qu'elle suit. Quinze des pays sont classés en perspective stable, tandis que deux pays (Rwanda et Sénégal) sont dans le positif.

Une position qui est inchangée depuis le deuxième semestre de 2018. Les deux agences de notation, dont les avis comptent dans la communauté des investisseurs, sont cependant en harmonie sur le fait que les économies d'Afrique subsaharienne subiront des pressions tout au long de cette année 2019.

S&P note que les conditions d'emprunt sur le marché international se sont détériorées sur le deuxième semestre, en raison de la persistance des prix bas sur les matières premières. Moody's par contre s'inquiète surtout des défis budgétaires que connaissent les gouvernements des pays qu'elle note, en raison d'une hausse des déficits publics, avec pour conséquence, un accroissement du recours à l'endettement dans des conditions de durcissement des marchés monétaires.

Les deux agences reconnaissent aussi que les économies africaines devraient se caractériser par une progression significative de la croissance des produits intérieurs bruts dans la région. Elle sera accélérée dans des pays exportateurs de matières premières. Dans la zone de l'Union économique et monétaire ouest-africaine, le Sénégal et la Côte d'Ivoire sont des cibles recommandées.

Ces agences de notation sont des entités indépendantes qui émettent des opinions sur la capacité d'une entité à respecter sans défaut ses obligations financières aussi bien en monnaie locale qu'en devises. Elles utilisent, à cet effet, une méthodologie fondée sur la solidité économique, institutionnelle et budgétaire ainsi que la vulnérabilité au risque événementiel. L'évaluation combinée de ces quatre facteurs permet de déterminer une note suivant une grille d'évaluation allant du crédit très spéculatif à celui de très bonne qualité. S&P, Moody's et Fitch sont les principales agences de notation dans le monde, avec plus de 95% des parts de marché.

Josiane Mambou Loukoula

## COOPÉRATION

### L'Institut français veut renforcer ses partenariats avec l'Afrique

L'Institut français, en charge de l'action culturelle extérieure de la France, veut renforcer ses partenariats avec l'Afrique en particulier dans les domaines du cinéma et de l'art contemporain.

«Nous voulons faire bouger les lignes de notre relation avec le continent africain», a déclaré, mardi soir, Anne Tallineau, directrice générale déléguée de l'établissement public lors de la présentation de la saison 2019.

L'Institut français (IF), instrument du «soft power» à la française, entend développer de nouveaux partenariats avec les centres d'art indépendants en Afrique tout en préparant «Africa 2020», la saison de l'Afrique en France dont l'idée avait été lancée par le président français, Emmanuel Macron, en novembre 2017 à Ouagadougou. «Invitation à regarder et comprendre le monde d'un point de vue africain», Africa 2020 diffusera une programmation en provenance des cinquante-quatre Etats du continent, axée sur la création contemporaine. L'IF renforcera aussi le travail de «Ciné Afrique», une des plus importantes cinémathèques de films africains au monde avec mille six cents titres. Le but est de «restaurer vingt films d'ici à 2020», a indiqué Emilie Boucheteil, directrice du département cinéma.

Enfin, et dès le début 2019, le programme de formation en ligne de professeurs francophones «IFClasse» sera lancé au Sénégal, en République démocratique du Congo, au Mali et au Maroc.

Dans l'ensemble, l'institut peut compter sur un budget reparti à la hausse (+ deux millions d'euros en 2019, sur un total de trente-quatre millions d'euros de subventions), après une baisse d'un quart entre 2011 et 2017.

«Le budget n'est plus en réduction: c'est symbolique» en ces temps de restriction, s'est félicité le président de l'IF, Pierre Buhler.

Quelque 80% de la croissance du nombre de francophones dans le monde est due à l'Afrique.

AFP

## CHINE/AFRIQUE

## Les échanges commerciaux se soldent par un déficit de cinq milliards de dollars en 2018

Fin novembre, les échanges commerciaux avec la Chine se traduisent par un déficit de cinq milliards de dollars au détriment de l'Afrique, selon les chiffres fournis par l'administration chinoise chargée des douanes.

La valeur des échanges commerciaux entre la Chine et l'Afrique a atteint cent quatre-vingt-six milliards de dollars à la fin du mois de novembre 2018. En attendant la publication des données définitives de l'année dernière, il n'est pas exclu, au regard des pourcentages moyens de progression sur la période, que le cap des deux cents milliards de dollars soit franchi.

L'Afrique du Sud demeure le premier partenaire commercial de la deuxième puissance économique du monde, tant sur les volumes globaux qu'au plan des importations et des exportations. Les autres marchés importants de la Chine en Afrique sont le Nigeria et l'Egypte, qui ont consommé chacun pour plus de dix milliards de dollars de produits chinois.

Même si le pays de Xi Jinping

se défend de ne pas être en relation avec les pays africains pour leurs matières premières, on peut bien noter que la particularité du top 5 de ses fournisseurs sur le continent est qu'ils sont tous de gros exportateurs de ces ressources naturelles.

L'Angola, deuxième exportateur africain vers la Chine, vend essentiellement du pétrole, tout comme le Congo qui vient en troisième position. Quatrième et cinquième respectivement, la République démocratique du Congo (RDC) et la Zambie sont des gros producteurs africains de cuivre. En plus, la RDC est réputée pour être aussi en possession d'importantes réserves de cobalt et de lithium, des ressources pour une économie du futur fondée sur le tout électrique et qui évolue rapidement en Chine.

Malgré une hausse des importations chinoises à 90,5 milliards de dollars, l'Afrique reste perdante dans ses relations commerciales avec son nouveau partenaire de choix. Au terme de la période sous-revue, le déficit au détriment du continent noir était de 4,9 milliards de dollars. Mais ce chiffre global cache quelques disparités, souligne l'Agence Ecofin.

Sur plus de cinquante pays africains dont les données sont disponibles, seulement une douzaine s'en sort avec une situation excédentaire dans leurs relations commerciales avec la Chine. Le premier est l'Angola, qui affiche un excédent de 21,5 milliards de dollars avec Pékin. Il est suivi de l'Afrique du Sud (10,3 milliards de dollars) et du Congo (5,6 milliards de dollars).

J.M.L.



# LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

www.lesdepêchesdebrazzaville.com

## BON PLAN! RECRUTEMENT



Distribuez nos produits &  
Gagnez de l'argent

FILLES  
JEUNES ET DYNAMIQUES  
rejoignez notre équipe marketing



84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,  
immeuble Les Manguiers (Mpila),  
Brazzaville, République du Congo

Brazzaville : 05.532.01.09

Pointe-Noire : 06.963.31.34

## ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'ONU

# Maria Fernanda Espinosa présente ses priorités

Pour les mois à venir, la présidente de l'Assemblée générale des Nations unies a présenté ses priorités, le 15 janvier, lors d'une réunion informelle à New York.

Pour les huit prochains mois de la 73<sup>e</sup> session, la présidente de l'Assemblée générale s'engage en faveur de la revitalisation des Nations unies, des réfugiés et les migrants, de l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, du travail décent, de la protection de l'environnement, des droits des personnes handicapées, de la paix et la sécurité. Il s'agit, a-t-elle expliqué, de renforcer « un ordre

mondial multilatéral fondé sur des règles », ajoutant: « *Nous devons réitérer notre attachement aux principes et aux valeurs inscrits dans la Charte des Nations unies* ».

Au cours de son exercice, Maria Fernanda Espinosa prévoit l'organisation de plusieurs événements de haut niveau dont le premier, en date du 4 février, aura pour thème « *Revitalisation des Nations unies en faveur d'un système multilatéral renforcé fondé sur des règles* ». « *Cette initiative vise à élaborer un ensemble de recommandations pour une ONU qui soit efficace et efficiente pour les citoyens* », a-t-elle dit.

En marge de la session de la Commission de la condition de la femme, qui sera consacrée cette année à la promotion du leadership des femmes, une réunion de haut niveau sur les « Femmes au pouvoir » est attendue le 12 mars. « *En tant que championne de la question du genre, je suis déterminée à œuvrer pour la parité des sexes au sein de l'Assemblée générale et l'égalité des sexes dans ses résultats, à commencer par mon bureau où l'égalité des sexes est une réalité* », a souligné Maria Fernanda Espinosa.

En étroite collaboration avec l'Organisation internationale du travail



et le Conseil économique et social (Ecosoc), une réunion de haut niveau sur « L'avenir du travail pour un travail décent » sera convoquée le 10 avril. Celle-ci sera précédée le 9 avril par une réunion sur les liens entre le travail décent et la jeunesse, la paix et la sécurité, dans le

cadre du Forum de la jeunesse de l'Ecosoc.

Face au défi du changement climatique, la présidente de l'Assemblée générale entend organiser une réunion, le 28 mars, consacrée à la protection du climat mondial pour les générations présentes et fu-

tures, dans le cadre du Programme sur le développement durable à l'horizon 2030. « *Nous devons considérer la réponse au changement climatique comme une occasion de tracer la voie d'un avenir meilleur pour les êtres humains et vers un monde plus vert, plus propre et plus durable* », a indiqué la présidente de l'Assemblée générale. Un programme qui prend également en compte les droits des personnes handicapées avec le coup d'envoi, en ce mois de janvier, d'une campagne pour la ratification universelle de la Convention relative aux droits des personnes handicapées.

Josiane Mambou Loukoula

**« En tant que championne de la question du genre, je suis déterminée à œuvrer pour la parité des sexes au sein de l'Assemblée générale et l'égalité des sexes dans ses résultats, à commencer par mon bureau où l'égalité des sexes est une réalité »**

**« Nous devons considérer la réponse au changement climatique comme une occasion de tracer la voie d'un avenir meilleur pour les êtres humains et vers un monde plus vert, plus propre et plus durable »**

## INFORMER, ANALYSER, DIFFUSER, RAYONNER

L'agence d'information du Bassin du Congo  
un acteur économique majeur à vos côtés

ECONOMIE  
POLITIQUE  
REFLEXIONS  
SPORT  
SOCIÉTÉ  
\*  
ART, CULTURE, MEDIA  
INTERNATIONAL

\* CONNECTEZ-VOUS

[www.lesdepêchesdebrazzaville.fr](http://www.lesdepêchesdebrazzaville.fr)  
[www.adiac-congo.com](http://www.adiac-congo.com)

LES DÉPÊCHES  
DE BRAZZAVILLE

CONTACTEZ  
NOUS

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso  
Brazzaville - République du Congo  
[regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr](mailto:regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr)



## AIDE HUMANITAIRE

# Le PAM prône les contributions flexibles

Pour faire face aux difficultés qu'elle éprouve dans l'accomplissement de sa mission d'aide humanitaire, l'agence onusienne a publié, le 16 janvier, un communiqué dans lequel elle sollicite auprès des Etats un financement flexible.

Justifiant la demande, le directeur exécutif du Programme alimentaire mondial (PAM), David Beasley, a spécifié que les contributions flexibles apportent à cette institution la liberté d'allouer son financement aux besoins les plus urgents et de répondre rapidement à la demande des réfugiés et personnes vulnérables, sans oublier le maintien de son assistance dans des pays en crises prolongées ou moins médiatisées. « *C'est assez simple car, le financement flexible nous permet d'être plus rapides, performants et efficaces et d'avoir un impact maximal pour chaque contribution reçue* », a-t-il dit, en soulignant que ces contributions issues des Etats permettront à l'institution d'atteindre

aussi les personnes déplacées dans des zones difficiles d'accès et oubliées.

Pour l'agence onusienne, plusieurs gouvernements partenaires reconnaissent la valeur du financement multilatéral pour les opérations d'aides humanitaires. C'est pourquoi elle encourage plus de donateurs à lui accorder ce type de financement prévisible non affecté et utilisable sur plusieurs années.

## Environ quatre millions de personnes assistées grâce au financement flexible

Selon le PAM, au Sahel, la disponibilité de financement multilatéral et flexible en début d'année lui a permis de préparer efficacement sa réponse à la pire période de soudure des quatre dernières années

et d'assister plus de quatre millions de personnes, évitant ainsi une crise alimentaire majeure. Par ailleurs, des allocations régulières de financement flexible auraient aidé le PAM à maintenir son soutien à plus de neuf cents millions de réfugiés rohingyas au Bangladesh, d'étendre et de développer sa réponse à la crise migratoire en Colombie ou encore d'assister les communautés du sud de Madagascar affectées par une sécheresse sévère et prolongée.

Etayant les statistiques des contributions financières que le PAM a déjà eues auprès des Etats, David Beasley a signifié que son organisation a reçu un total de quatre cent quarante millions de dollars de contributions flexibles en 2018, soit

10% de plus qu'en 2017.

## Respecter les accords du sommet humanitaire mondial de 2016

A en croire le PAM, un accord intitulé « Grande négociation » a été conclu au sommet humanitaire mondial de 2016. Les principaux donateurs mondiaux s'étaient engagés à augmenter progressivement la flexibilité de leur financement et d'amener à 30% la part globale de financement humanitaire flexible en 2020.

Cependant, comparativement à ces donateurs, les gouvernements qui accordent du financement multilatéral et non affecté restent encore à compter. D'autant plus que les contributions flexibles ont représenté seulement 6% des ressources

totales du PAM cette année, bien en dessous des 20% atteints en 2002.

Cela peut s'illustrer par le fait qu'en 2018, la Suède, le Royaume-Uni, les Pays-Bas, l'Allemagne, la Norvège, le Danemark, l'Australie, le Canada, l'Irlande et la Belgique ont montré l'exemple en accordant des contributions flexibles importantes au PAM. « *La Suisse, l'Allemagne, la Belgique et le Canada ont été les principaux donateurs du Fonds de réponse rapide du PAM. Le financement le plus flexible du Programme qui permet de déployer une assistance d'urgence dans un délai de vingt-quatre heures à la suite de l'émergence d'une situation de crise* », a conclu, le directeur exécutif du PAM.

Rock Ngassakys

## KENYA

## La police a mis un terme à l'attaque contre un complexe hôtelier

Les forces de sécurité kényanes ont mis un terme, hier matin, à l'attaque des islamistes somaliens shebab contre un complexe hôtelier de Nairobi, à l'issue d'un siège de près de vingt heures.

L'annonce a été faite par le président Uhuru Kenyatta en personne, lors d'une conférence de presse hier, assurant que tous les terroristes ont été éliminés. Il a ajouté que l'attaque, qui avait débuté mardi vers 15h00, avait fait quatorze morts et un nombre non précisé de blessés.

L'attaque meurtrière à Nairobi a été perpétrée par cinq assaillants au total, qui sont tous morts, a confirmé le chef de la police kényane, Joseph Boinnet. « *L'un était le kamikaze qui s'est fait exploser; deux ont été tués cette nuit et deux autres aujourd'hui (à l'aube). Ils étaient cinq* », a-t-il détaillé.

Une opération de ratissage du complexe s'est poursuivie toute la journée d'hier, notamment par des équipes de démineurs pour désamorcer d'éventuelles grenades non explosées.

Des images de vidéosurveillance diffusées par les médias kényans ont montré quatre hommes équipés d'armes automatiques et de grenades progresser calmement dans le complexe. Au moins un jihadiste s'est fait exploser au début de l'attaque.

Selon une source policière, un des membres du commando a été identifié et la maison dans laquelle il vivait à Ruaka, une commune populaire située au nord de Nairobi, était perquisitionnée hier. Deux suspects ont, par ail-

leurs, été arrêtés, l'un dans le quartier majoritairement somalien d'Eastleigh, l'autre à Ruaka. Cet attentat a replongé les habitants de Nairobi dans le traumatisme de l'attaque du centre commercial Westgate en 2013, qui a fait soixante-sept morts lors d'un siège de quatre jours. L'intervention des forces de sécurité avait alors été vivement critiquée. Le président kényan a salué leur travail : « *Plus de 700 civils ont été évacués du complexe depuis le début de l'attaque jusqu'aux petites heures du matin* », a-t-il dit.

De son côté, une source à la morgue indiquait hier soir que quinze dépouilles avaient été enregistrées : onze Kényans, un Américain, un Britannique et deux personnes dont la nationalité n'a pas pu être établie dans l'immédiat. Des sources policières avaient aussi fait état d'au moins quinze morts.

L'attaque de mardi a été revendiquée par les islamistes somaliens shebab, eux-mêmes affiliés à Al-Qaïda, et son modus operandi rappelle celui d'autres opérations du mouvement à Mogadiscio ces derniers mois : une bombe explose (soit un kamikaze, soit une voiture piégée) et dans la foulée, un commando pénètre dans l'établissement visé.

Le chef de la police kényane, Joseph Boinnet, a précisé qu'au

moins un kamikaze s'était fait exploser non loin de l'entrée de l'hôtel Dusit, établissement d'une centaine de chambres appartenant au groupe thaïlandais Dusit Thani et jouxtant dans le même complexe immeubles de bureaux et restaurants.

L'attaque a suscité une vague de condamnations, du secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, au président de la Commission de l'Union africaine, Moussa Faki, ou encore de l'Union européenne.

Le Kenya a déjà été la cible d'attentats jihadistes de grande ampleur. Le 7 août 1998, l'attentat contre l'ambassade américaine avait fait deux cent treize morts et cinq mille blessés.

Depuis l'entrée en octobre 2011 de l'armée kényane en Somalie pour combattre les shebab, le pays a été durement touché. Après l'attaque du Westgate le 21 septembre 2013, un commando avait abattu de sang-froid cent quarante-huit personnes dans l'université de Garissa (est), pour la plupart des étudiants, le 2 avril 2015. Chassés de Mogadiscio en 2011, les shebab ont ensuite perdu l'essentiel de leurs bastions. Mais ils contrôlent toujours de vastes zones rurales d'où ils mènent des opérations de guérilla et des attentats-suicide.

D'après AFP

## CÔTE D'IVOIRE

## « La décision de revenir au pays revient à Laurent Gbagbo »

Le gouvernement ivoirien a estimé hier que la décision de revenir en Côte d'Ivoire appartenait à l'ancien chef de l'Etat, après son acquittement par la Cour pénale internationale.

« *Le fait qu'il rentre à Abidjan, la décision lui appartient, le reste nous n'avons pas de commentaire à faire* », a déclaré le porte-parole du gouvernement ivoirien, Sidi Tiemoko Touré, à l'issue du conseil des ministres. L'ex-président ivoirien reste sous le coup d'une condamnation à vingt ans de prison par la justice ivoirienne.

Interrogé par les journalistes sur le même sujet quelques minutes plus tard, le ministre de la Justice, Sansan Kambilé, est lui aussi resté évasif. « *Depuis 2011, plusieurs procédures ont été engagées contre plusieurs personnes (dont Laurent Gbagbo), je n'ai pas d'informations particulières, le moment venu, s'il est en Côte d'Ivoire, la justice avisera* », a-t-il dit. En janvier 2018, Laurent Gbagbo a été condamné, ainsi que trois co-accusés, à vingt ans de prison pour le « braquage » de la Banque centrale des Etats d'Afrique de l'ouest pendant la crise post-électorale de 2010-11. L'amnistie prononcée en août par le président Alassane Ouattara n'incluait pas cette condamnation, parce que celle-ci impliquait d'autres Etats qui avaient porté plainte pour la disparition de leur argent, a précisé une source proche du pouvoir.

Cette affaire mal élucidée ne semble cependant pas peser bien lourd après l'acquiescement par la CPI de Laurent Gbagbo, qui était accusé de crimes contre l'humanité dans la crise post-électorale où quelque trois mille personnes ont été tuées. « *On voit mal les autorités tenter de l'arrêter mais, la condamnation rentrera dans le cadre des négociations de son retour* », avait affirmé mardi une source sécuritaire.

Par ailleurs, le ministre de la Justice, Sansan Kambilé, a réfuté que l'échec de la CPI à condamner Laurent Gbagbo soit aussi un échec de l'Etat ivoirien, comme le suggérait un journaliste. « *C'est la CPI qui poursuit, qui fait son enquête, qui (...) choisit ses témoins. L'Etat ivoirien n'a participé à aucun acte. L'Etat a coopéré en remettant « Laurent Gbagbo et Charles Blé Goudé à la CPI. « Nous, on a mené nos procédures (...) qui ont abouti à des condamnations »* », a-t-il souligné.

D'après AFP

## AIDE HUMANITAIRE

## 345 000 réfugiés burundais ont besoin d'assistance en 2019

L'Agence des Nations unies pour les réfugiés (HCR) et trente-cinq partenaires ont lancé, le 15 janvier à Genève, un appel de fonds conjoint d'un montant de 296 millions de dollars pour venir en aide aux réfugiés burundais dans les pays voisins.

« La situation des réfugiés burundais est l'une des plus négligées au monde et, en 2018, elle comptait également parmi les crises les plus sous-financées », a déclaré Charlie Yaxley, porte-parole du HCR, lors d'une conférence de presse au Palais des Nations. L'année dernière, la réponse régionale interorganisations pour l'aide aux réfugiés burundais n'a reçu que 35% des trois cent quatre-vingt-onze millions de dollars recherchés. Ce qui a eu un impact

dans la réponse des organismes humanitaires dans les quatre pays voisins accueillant les réfugiés burundais.

« En Tanzanie, République démocratique du Congo (RDC), Rwanda et Ouganda, la vie des réfugiés burundais en est affectée. Ils y ont subi des coupures dans les rations alimentaires, un manque de médicaments, des écoles surpeuplées et des abris de fortune », a ajouté le porte-parole du HCR.

Malgré les efforts déployés, a-t-il souligné, une augmentation massive de l'aide est nécessaire pour répondre aux besoins les plus élémentaires. Selon l'agence onusienne, les enfants, qui représentent plus de la moitié de la population réfugiée, sont les plus durement touchés. Beaucoup sont arrivés dans leur pays d'asile après avoir été séparés de leurs parents ou de leur famille élargie, et il reste de nombreux défis à surmonter pour assurer un placement familial sûr. D'autres souffrent de problèmes psychologiques en raison de la violence dont ils ont été témoins et ont besoin d'un soutien psychosocial.

En outre, des coupes alimentaires

ont été effectuées l'année dernière en Tanzanie, en RDC et au Rwanda. Les familles manquent régulièrement de vivres à la fin du mois. Pour des besoins de survie, les femmes et les jeunes filles sont forcées de recourir à des mécanismes d'adaptation négatifs, y compris le recours aux pratiques sexuelles de survie ainsi qu'au mariage précoce.

Autre secteur touché par ce manque de financement, l'accès à l'éducation avec des problèmes notés au-delà de l'école primaire. Pour le HCR, seuls 20% des enfants réfugiés burundais en âge de fréquenter l'école secondaire sont scolarisés. Dans toute la région, il faudrait davantage d'enseignants et de ressources éducatives supplémentaires. En Tanzanie, les salles de classe sont surpeuplées au point que certaines cours se déroulent en plein air sous les arbres.

#### Trois cents personnes contraintes de fuir chaque mois le Burundi

Ces difficiles conditions dans les camps de réfugiés pourraient même expliquer le retour de certains Burundais dans leur pays. « Des rapatriés estiment que

les conditions de vie dans leur pays d'origine, même si elles sont difficiles, constitueront une amélioration par rapport à la situation qu'ils connaissent en tant que réfugiés », a souligné Charlie Yaxley.

Environ cinquante-sept mille réfugiés sont rentrés au Burundi

tières ouvertes et l'accès aux systèmes d'asile pour les personnes qui en ont besoin.

Dans ces conditions, l'agence onusienne estime que les conditions au Burundi ne sont actuellement pas propices au retour. Toutefois, le HCR aide les réfugiés qui indiquent avoir fait un choix en

« Étant donné que davantage de réfugiés burundais devraient rentrer volontairement dans leur pays en 2019, l'appel prévoit un financement pour aider et réintégrer les rapatriés »

depuis la mi-2017, invoquant le désir de retourner chez eux dans leur maison ou leur ferme, et d'y retrouver leurs proches. Pourtant, si la sécurité s'est généralement améliorée au Burundi, d'importantes préoccupations subsistent en matière de droits de l'homme. D'ailleurs, trois cents réfugiés en moyenne continuent de fuir le Burundi chaque mois et le HCR exhorte les gouvernements des pays de la région à maintenir les fron-

toute connaissance de cause pour un retour librement consenti. Il exhorte aussi les États à veiller à ce qu'aucun réfugié ne soit renvoyé au Burundi contre son gré. « Étant donné que davantage de réfugiés burundais devraient rentrer volontairement dans leur pays en 2019, l'appel prévoit un financement pour aider et réintégrer les rapatriés », a conclu le porte-parole du HCR.

Josiane Mambou Loukoula

« La situation des réfugiés burundais est l'une des plus négligées au monde et, en 2018, elle comptait également parmi les crises les plus sous-financées »

# IMPRIMERIE\*DU BASSIN DU CONGO



LEADER DANS L'IMPRESSION PRESSE OFFSET AU CONGO

+242 06 951 0773  
+242 05 629 1317

imp.bc@adiac-congo.com

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso  
Brazzaville - République du Congo



## PRÉSIDENTIELLE EN RDC

## Paul Kagame convoque une réunion de consultation

**À l'initiative du président rwandais, les chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union africaine pourront se rencontrer ce 17 janvier à Addis-Abeba, en Ethiopie, pour une réunion de « haut-niveau » sur la situation qui prévaut en République démocratique du Congo (RDC), après la proclamation des résultats provisoires de l'élection présidentielle.**

« Le président de la République du Rwanda et président en exercice de l'Union africaine (UA), Paul Kagame, a l'intention de convoquer une réunion de consultation de haut niveau des chefs d'Etat et de gouvernement sur la situation en République démocratique du Congo », précise un communiqué de l'institution africaine.

La réunion à laquelle prendra part Denis Sassou N'Guesso, président en exercice de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (Cirgl), sera précédée par des consultations internes de la Communauté de développement des Etats de l'Afrique australe.

En effet, la RDC traverse une crise post-électorale depuis la publication des résultats de la présidentielle du 30 décembre 2018. Martin Fayulu, l'un des principaux opposants candidats malheureux, conteste les résultats provisoires qui donnent Félix

Tshisekedi, leader de l'Union pour la démocratie et le progrès social, vainqueur avec 38,57%. Ces résultats sont contestés aussi par un autre candidat, Théodore Ngoyi, pour qui les élections doivent carrément être annulées.

Le 15 janvier, les avocats de Martin Fayulu ont présenté devant la Cour constitutionnelle leurs arguments en faveur d'une invalidation des résultats de l'élection présidentielle. La Cour constitutionnelle a déjà commencé à examiner la requête du perdant qui demande l'annulation ou un nouveau décompte des bulletins de vote.

Me Toussaint Ekombe a appelé la Cour à annuler les résultats provisoires de l'élection présidentielle proclamés par la Commission électorale nationale indépendante (Céni). Il a affirmé que Martin Fayulu était le véritable vainqueur de l'élection présidentielle et avait réuni 8



Paul Kagame

648 635 voix, selon les résultats compilés par son camp, et demandé à la Cour d'ordonner un recomptage des voix. Pour lui, la « Cour devra rectifier le résultat erroné publié par la Céni et proclamer Martin Fayulu définitivement élu ».

Les avocats de Félix Tshisekedi et de la Céni ont demandé, à leur tour, à la Cour de confirmer les résultats. Le parquet a plaidé pour que la Cour déclare le recours de Martin Fayulu « irrecevable ».

Rappelons que la crise post-électorale en RDC a été au centre de la rencontre, le 15 janvier à Brazzaville, entre Denis Sassou N'Guesso, président en exercice de la Cirgl, et l'ancien ministre des Affaires étrangères de la RDC, Antoine Ghonda, porteur d'un message du président Joseph Kabila à son homologue de la République du Congo.

Yvette Reine Nzaba

## Réunion d'urgence des Etats d'Afrique australe ce jeudi

**La Communauté des Etats d'Afrique australe (SADC) va réunir aujourd'hui à Addis-Abeba, en Ethiopie, pour débattre du résultat de l'élection présidentielle du 30 décembre en République démocratique du Congo (RDC), a-t-on appris, avant-hier, auprès d'un conseiller du président sortant, Joseph Kabila.**

Le candidat de l'opposition Martin Fayulu, donné favori par les sondages, conteste la victoire annoncée d'un autre candidat de l'opposition, Félix Tshisekedi, et a déposé, le 12 janvier, un recours en justice pour obtenir un nouveau comptage des voix.

La Cour constitutionnelle de RDC a commencé, le 15 janvier, à examiner sa plainte. Elle a jusqu'à demain pour rendre sa décision.

L'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS) de Félix Tshisekedi devait également déposer, avant-hier, un recours devant la Cour constitutionnelle pour contester les résultats des élections législatives qui ont aussi eu lieu le 30 décembre et ont été officiellement remportées par les pro-Kabila, a dit le porte-parole de l'UDPS, Vidiye Tshimanga.

L'élection présidentielle devait marquer la première transition pacifique du pouvoir dans l'histoire de la RDC. Joseph Kabila, en place depuis 2001, ne s'est pas représenté conformément aux dispositions sur la limitation des mandats présidentiels.

Son conseiller diplomatique, Barnabé Kikaya Bin Karubi, a déclaré qu'il se rendrait à la réunion en Ethiopie.

La suspicion entoure les résultats de l'élection, des observateurs ayant signalé des irrégularités et des rumeurs faisant état de négociations secrètes entre le gouvernement de Kabila et Tshisekedi en vue d'un partage du pouvoir.

La SADC, dont certains pays membres comme l'Afrique du Sud ou l'Angola sont de précieux alliés de Kinshasa, a réclamé, le 13 janvier, un recomptage des voix mais l'Afrique du Sud et la Zambie ont fait marche arrière le lendemain en renonçant à cette demande.

La Conférence internationale pour la région des Grands Lacs (CIRGL), qui regroupe douze Etats africains dont l'Angola et la République du Congo, a également souhaité, le 14 janvier, un nouveau décompte des voix.

## L'ONU appelle à préserver «un climat pacifique»

**Le Conseil de sécurité des Nations unies, en notant la saisie de la Cour constitutionnelle de la République démocratique du Congo (RDC) sur les résultats controversés de la récente élection présidentielle, appelle « à préserver le climat généralement pacifique des élections », dans une déclaration adoptée mardi.**

Dans le texte, les membres du Conseil de sécurité se bornent « à prendre note » des résultats provisoires annoncés le 10 janvier par la Commission électorale nationale indépendante et qui consacrent la victoire de l'opposant Félix Tshisekedi aux dépens d'un autre opposant, Martin Fayulu. Ce dernier a saisi la Cour en vue d'une invalidation des résultats de la présidentielle du 30 décembre.

Il est indispensable que

« toutes les parties prenantes agissent de manière à réaffirmer l'intégrité du processus électoral, à respecter les résultats du scrutin, à défendre la démocratie et à préserver la paix dans le pays », indique le Conseil de sécurité dans sa déclaration.

« Toute réserve ou tout litige » doit être exprimé « par le biais des mécanismes et processus appropriés prévus dans la Constitution de la RDC et dans sa loi électorale », ajoutent les

quinze membres du Conseil de sécurité, en appelant toutes les parties à s'abstenir de recourir à la violence.

Martin Fayulu a dénoncé un « putsch électoral » du président sortant, Joseph Kabila, au pouvoir depuis 2001, avec la « complicité » de Félix Tshisekedi, et revendique la victoire avec 61% des voix. Si la Cour constitutionnelle confirme la victoire de ce dernier, le camp présidentiel, qui a obtenu une large majorité aux législatives - jusqu'à trois cent cinquante sièges sur un total de cinq cents, selon ses dires -, sera chargé de désigner le Premier ministre, conformément à la Constitution.

## Reddition de cinquante chefs de milice au Kasai

**Cinquante chefs d'une milice rebelle responsable avec les forces de sécurité des violences ayant fait trois mille morts au Kasai, en République démocratique du Congo (RDC), se sont rendus aux autorités, le 15 janvier, se disant satisfaits des résultats de la présidentielle.**

« Nous avons enregistré aujourd'hui une reddition volontaire de cinquante chefs des Kyota. Ils nous ont surpris par leur nombre », a déclaré le lieutenant André Mulumba, porte-parole de l'armée dans la région du Kasai (centre).

Les Kyota sont des sites sur lesquels les miliciens de la secte Kamuina Nsapu suivent un rite initiatique destiné à les rendre invulnérables. Ces cinquante chefs miliciens, qui se sont dirigés directement vers le bureau de la commune de Kananga, portaient des bandeaux blancs sur la tête, a constaté un correspondant de l'AFP dans la ville de

Kananga, chef-lieu de la province du Kasai-central.

« Nous avons pris les armes pour obtenir le changement de régime. Maintenant que Félix Tshisekedi est élu président de la République, plus rien ne justifie notre rébellion », a déclaré à l'AFP Kaleb Ngandu, porte-parole des chefs miliciens pour la circonstance.

Les cinquante miliciens devaient ensuite être conduits auprès du gouverneur du Kasai-central, selon le correspondant de l'AFP.

Le 10 janvier, la Commission électorale nationale indépendante (Céni) a proclamé provisoirement

Félix Tshisekedi, originaire du Kasai, vainqueur de la présidentielle du 30 décembre pour succéder au président Joseph Kabila, qui ne pouvait pas se représenter.

Un autre opposant, Martin Fayulu, arrivé deuxième de la présidentielle selon les chiffres de la Céni, a déposé un recours devant la Cour constitutionnelle, que celle-ci a commencé à examiner mardi. Le Kasai a basculé dans la violence avec l'insurrection de la milice politico-mystique Kamuina Nsapu, du nom d'un chef coutumier tué dans une opération des forces de sécurité contre sa résidence le 12 août 2016.

Cette rébellion a fait trois mille morts entre septembre 2016 et octobre 2017 et 1,4 million de déplacés, selon l'ONU.

AFP

## CRISE POST-ÉLECTORALE

## Afrika telema appelle à un dialogue politique sincère

Dans un point de presse animée le 16 janvier à Brazzaville, l'association Afrika telema, s'est dit consternée par le climat post-électoral de plus en plus tendu en République démocratique du Congo (RDC). Pour éviter tout débordement, elle invite les acteurs politiques à un entretien pacifique, afin de dissiper les tensions.

Dans une communication, rendue publique par son président-fondateur, le père Jean-Marie Bukasa Malu, Afrika telema a commencé par saluer le bon déroulement du processus électoral en général, mais aussi la tenue, le 30 décembre, dans le calme, des élections présidentielle, législatives et provinciales sur l'ensemble du territoire national.

« L'association Afrika telema adresse des vives félicitations aux filles et fils de la RDC pour leur sens élevé de patriotisme et de leur culture démocratique. Afrika telema invite ces derniers à ne pas céder à la division et à espérer à des lendemains meilleurs », relève la déclaration. Par ailleurs, elle déplore le cli-

mat de plus en plus délétère qui prévaut actuellement dans le pays, qui s'est amplifié depuis la publication, la semaine dernière, des résultats de l'élection présidentielle, dont la Commission électorale indépendante donne l'opposant Félix Tshisekedi vainqueur.

Ainsi, pour épargner la RDC de tous les dangers qui planent sur le pays, pouvant entraîner des troubles sociaux et des débordements, Afrika telema propose à toute la classe politique de la RDC, quatre solutions idoines.

« J'invite les différents acteurs socio-politiques à privilégier le dialogue, porteur des compromis politiques réconciliateurs ; à maintenir l'unité nationale, en favori-



Le père Jean-Marie Bukasa Malu lisant la déclaration/Photo Adiac

sant la paix comme gage du progrès social et à recourir au dialogue politique et social sincère, comme voie de règlement de tout différends entre acteurs impliqués dans la gestion de la situation post-électorale en RDC », a renchéri le père Jean-Marie Bukasa Malu, curé de la paroisse Notre-Dame-de-Fatima de Mpila. Le 22 décembre, peu avant la tenue des élections, cette ONG de la société civile avait déjà publié une déclaration dans laquelle elle appelait à des élections apaisées et transparentes en RDC.

Il faut dire qu'Afrika telema, dont le président-fondateur est lui-même natif de la RDC, se veut un instrument de campagne pour la promotion de la paix et du développement en Afrique et dans le monde. Elle permet de relever ensemble les défis sociaux auxquels l'humanité fait face à ce jour et de donner, par le lien d'amour, des réponses qui apportent soulagement aux cœurs brisés par les guerres, la faim, les inégalités sociales et toutes les discriminations dans le monde.

Firmin Oyé

**« L'association Afrika telema adresse des vives félicitations aux filles et fils de la RDC pour leur sens élevé de patriotisme et de leur culture démocratique. Afrika telema invite ces derniers à ne pas céder à la division et à espérer à des lendemains meilleurs »**

## AVIS DE RECHERCHE

La famille Dhou recherche leur fille, Noely Thecia Dhou Apowe, âgée de 15 ans, fréquentant l'école Leclair-montia, Mille logements, à Kintélé. Elle est sortie du domicile familial, le 11 janvier 2019, habillée en tenue scolaire. Toute personne ayant retrouvé ou connaissant la fille est priée d'informer la famille au numéro : 06 808 77 51/ 06 672 10 57/ 06 959 61 31. Référence : 196 bis de la rue Abala, à Talangaï, ou Kintélé Fleuve (arrêt Kiki Nguesso) en face de la maison de l'ancien ministre Andely.



**UNE ADRESSE E-MAIL  
POUR NOUS ADRESSER VOS ANNONCES  
PLUS RAPIDEMENT**

[regie@lesdepechesdebrazzavilles.fr](mailto:regie@lesdepechesdebrazzavilles.fr)

**LES DÉPÊCHES  
DE BRAZZAVILLE**

**LES DÉPÊCHES  
DE BRAZZAVILLE**  
www.lesdepechesdebrazzaville.com

**BON PLAN!  
RECRUTEMENT**

**Distribuez nos produits &  
Gagnez de l'argent**

**FILLES  
JEUNES ET DYNAMIQUES  
rejoignez notre équipe marketing**

Brazzaville : 05.532.01.09  
Pointe-Noire : 06.963.31.34

84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo

## FOOTBALL,

## Les résultats des Diablies rouges et des Congolais de la diaspora



Premier but en pro pour Fernand Mayembo, mardi soir contre Valenciennes (HAG-com)

## Algérie, 17e journée, 1re division

L'USM Alger bat le NA Hussein Dey (4-1). Titulaire, Prince Ibara a ouvert le score sur penalty à la 34e. Son 7e but de la saison en championnat (le 1er depuis le 30 octobre). Le club algérois reste en tête du championnat. L'international congolais, lui, est 3e du classement des buteurs. France, match en retard de la 17e journée, 1re division

Sans Fodé Doré, non convoqué, Angers s'incline à domicile face à Bordeaux (1-2). Le SCO, 15e avec 20 points, ne compte que 3 longueurs d'avance sur la zone rouge. France, match en retard de la 19e journée, 2e division

Festival offensif entre Le Havre et Valenciennes (4-3). Titulaire dans l'axe, Fernand Mayembo a participé à la fête en égalisant à la 21e: sur un coup-franc de Ferhat, l'international congolais expédie une volée du plat du pied gauche dans le petit filet opposé. Un premier but chez les pros terni, quelques minutes plus tard, par sa grosse erreur de placement et de jugement sur le deuxième but de Raspentino (2-2, 33e).

Solide globalement, il a lancé sa saison, mais confirme aussi qu'il possède une grosse marge de progression. Et attention aux cartons: averti à la 23e, il est désormais sous la menace d'une suspension puisqu'il avait déjà reçu un jaune samedi dernier à Grenoble.

Dans les rangs nordistes, Eden Massouema est entré à la 60e. De la présence physique, une facilité technique et un peu d'énerverment.

Les Normands, sans se rassurer, reviennent à 1 point de Lens, 5e, tandis que VA reste en bas de tableau (16e avec 20 points).

Camille Delourme

GOURMANDISE  
POETIQUE

Poète à l'honneur:

Claude Emmanuel ETA ONKA

Date:

Vendredi 18 janvier 2019

Heure:

15 h 00

Lieu:

Librairie Les Manguiers  
(Les Dépêches de Brazzaville)

Pour tout renseignement

06 666 84 94 / 05 551 89 46

LIBRAIRIE  
LES MANGUIERS

## CINÉMA

## Flaverick Beautresor Kouta, un passionné au service du septième art

A 33 ans, le jeune cinéaste congolais fait partie de la crème nationale. Directeur général du Club 3C, il est aussi promoteur du festival des films congolais. Actuel directeur culturel à l'AED et directeur du Centre socio-culturel Kakama « Accroche-toi », il parle dans cet entretien de sa passion pour le cinéma et de ses abondantes productions cinématographiques.

Comme de nombreux jeunes, c'est le théâtre qui le fait aimer les arts de la scène. Après plusieurs prestations scéniques, il se lance dans le cinéma après avoir suivi une formation initiale au Maroc. « L'envie de devenir cinéaste vient du théâtre dans lequel j'ai passé des moments très agréables dans mon enfance avec la troupe le Réveil africain de la paroisse catholique Saint Pie X de l'OMS, à Brazzaville, dont je suis le créateur. Je commence mes premiers pas dans le cinéma en 2010 au Maroc, après une formation en audiovisuel puis avec une spécialisation en réalisation cinéma pendant une année dans la ville de Fès », nous confie Flaverick Beautresor Kouta.

Rentré au pays, il met en pratique les acquis reçus dans le royaume chérifien, en produisant et réalisant de nombreux films. « Mes productions cinématographiques professionnelles commencent au Congo en 2013 avec Drtv international, dans la production de la série de quinze épisodes «Tâ papaye le superman noir», suivie de deux courts métrages «Flash-back» et «La règle de 3». En 2014, je signe mes deux premiers longs métrages «Puzzle» et «Mwana

nsana» avec DRTV international en 2015 », poursuit-il.

Les lauriers et la reconnaissance ne tardent pas pour le jeune cinéaste à la volonté inébranlable. « En avril 2015, je reçois le prix du meilleur film court métrage au festival du cinéma des deux rives à Brazzaville avec le film «Flash-back». En août 2015, je lance la première édition du festival des films congolais à Pointe-Noire. En octobre 2015, je signe avec l'université EAD une convention de direction culturelle pour l'animation culturelle et l'enseignement des métiers culturels et en priorité le cinéma », révèle-t-il.

En dépit des moyens de productions peu évidents, Flaverick Beautresor Kouta continue à investir toute son énergie et son temps au cinéma car, persuadé que le septième art congolais a un bel avenir. « En 2016, je réalise le film «Pourquoi pas moi» puis la première saison de la série «Ma jeunesse» avec les étudiants de l'université de l'EAD, en partenariat avec la télévision RTA OPH. En mi 2017, je lance la deuxième édition du festival des films congolais à Pointe-Noire. En fin d'année, en partenariat avec la RTA - OPH, je lance la

première émission 100 % cinéma congolais sur les antennes de la RTA - OPH. 2017 a été une poursuite de la réalisation de la dite série «Ma jeunesse» 2e et 3e saisons dans laquelle on a soutiré le court métrage «Qui a raison ? », les longs métrages «La cité de Mpaka» et «Entre l'amour et la foi» acheté et hébergé sur la web tv Mowambe TV. 2017. J'ai aussi fait la 3e édition du festival des films congolais. Une édition au cours de laquelle j'ai produit et réalisé le film «Le Trône du roi Kouta 1er» en travaillant avec les acteurs Louis Moumounou et Germaine Ololo, deux grandes figures du cinéma congolais et à la technique avec près de dix réalisateurs et techniciens venus de Brazzaville associés à ceux de Pointe-Noire », raconte-t-il.

Flaverick Beautresor ne manque pas d'idées et d'initiatives. « Dans le souci de rendre la formation sur les métiers du cinéma pérenne et faire connaître le cinéma congolais, en octobre 2017, j'ai lancé le premier marché des films congolais en DVD plus une salle de formation au centre socio-culturel Kakama «Accroche-Toi» dont je suis directeur général et co créateur. En 2018, j'ai réalisé un film court métrage d'atelier pendant la 4e édition du festival des films congolais à Brazzaville où je suis acteur/réalisateur nommé « Le doc Lucien », conclut Flaverick Beautresor.

Hervé Brice Mampouya

## FESPAM

## L'événement aura bien lieu en juillet

Le commissaire général du Festival panafricain de musique (Fespam), Hugues Gervais Ondaïe, a rencontré, le 16 janvier à Brazzaville, les directeurs des hôtels, agences de voyage et de tourisme, ainsi que des compagnies aériennes, pour les informer des innovations et réformes engagées dans la prochaine édition.

Parmi les innovations figure, entre autres, la mise en place du site web www.fespam.africa. Ce site recouvre les différentes missions du Fespam, notamment les missions politique, culturelle, artistique et touristique. On y trouve aussi des portails pays, des informations des différents artistes, des éditions antérieures du Fespam, etc.

« Le Festival panafricain de musique aura lieu. D'ici là, nous aurons une session du comité de direction qui va décider des nouvelles dates. Ce qui est sûr, c'est que le mois du festival est connu, c'est le mois de juillet. Nous devons tous lutter ensemble pour que le Fespam n'échoue pas, c'est l'une des exigences de l'Union africaine. Nous devons nous y atteler pour éviter de toujours recevoir des blâmes comme cela arrive à chaque édition »

Hugues Gervais Ondaïe a indiqué que la dimension touristique a été laissée aux partenaires. Il leur a demandé d'être un peu plus flexibles pendant les éditions de Fespam, en proposant des prix préférentiels pour les festivaliers. Il les a également informés de la mission de prospection qu'effectueraient les tour-opérateurs à Brazzaville. « Nous leur avons annoncé qu'il y a des tour-opérateurs qui ont contacté le Fespam et qui veulent bien travailler avec eux. Il y aura donc une mission de prospection de ces tour-opérateurs pour travailler sur le package Fespam. Aussi, le Fespam pourrait accorder les facilitations au travers des visas et le traitement particulier dans les sites d'accueil, notamment l'aéroport, le Beach », a fait savoir le commissaire général. Hugues Ondaïe a rassuré ses partenaires de la tenue effective de cet événement cette année.

« Le Festival panafricain de musique aura lieu. D'ici là, nous aurons une session du comité de direction qui va décider des nou-

velles dates. Ce qui est sûr, c'est que le mois du festival est connu, c'est le mois de juillet. Nous devons tous lutter ensemble pour que le Fespam n'échoue pas, c'est l'une des exigences de l'Union africaine. Nous devons nous y atteler pour éviter de toujours recevoir des blâmes comme cela arrive à chaque édition », a-t-il dit. Satisfait de cette communication, le directeur général du groupe Pefaco hôtels, Alexandre Becher, a félicité l'initiative. « Cette préparation montre une vraie volonté de vouloir réussir cette édition. C'est un joli rayonnement international de l'Afrique mais, c'est aussi un moyen de faire découvrir et attirer de nouveaux visages au Congo, montrer que l'Afrique a des talents à peine croyables. Je pense que cette année, l'édition tombe à merveille. C'est une très belle initiative du ministère de nous demander d'apporter nos contributions à la bonne réussite de ce festival », a-t-il indiqué.

Rosalie Bindika